

Nous ne pouvons plus nous contenter de brandir l'idée européenne. Il faut désormais la construire

© ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT



LINDA LANZILLOTTA,
VICE-PRÉSIDENTE DU SÉNAT

Linda Lanzillotta a longtemps été haut fonctionnaire de l'État Italien, avant de se décider à entrer en politique, d'abord au niveau local (responsable du budget à la mairie de Rome), puis au niveau national (ministre des Affaires régionales en 2006 dans le gouvernement Prodi). Depuis 2013, elle est **Vice-Présidente du Sénat** où elle siège sous les couleurs de Choix civique pour l'Italie (Scelta Civica per l'Italia), parti centriste et libéral fondé par Mario Monti. Rencontre avec une européenne déterminée.

Comment définiriez-vous votre action ? Réformatrice ou sociale ?

Je suis issue d'une gauche libérale et réformatrice qui a fondé le parti démocrate dont les différentes alliances ont permis à la gauche italienne de ne pas totalement disparaître comme cela a été le cas dans d'autres pays européens. Le parti démocrate réunit en effet des courants issus de la gauche anciennement communiste, de la démocratie chrétienne et des Verts.

En 2013, j'ai été élu sénatrice sous la bannière Choix civique pour l'Italie, parti fondé par Mario Monti (qui l'a quitté depuis).

Nous avons eu de 2013 à 2014, une législature difficile et un gouvernement, celui d'Enrico Letta, sans majorité. Or, un gouvernement ne pouvait alors survivre sans majorité au Sénat. Pour pouvoir gouverner, il a donc dû s'appuyer sur les mouvements centristes et une partie de la droite. Face à cet état de fait préjudiciable au pays, Matteo Renzi, arrivé en 2014, et que j'ai très fortement soutenu, a souhaité proposer une réforme constitutionnelle à même de garantir au pays davantage de stabilité politique, ce que désire plus que tout les investisseurs internationaux. Approuvée par

le parlement, cette réforme acte la fin du bicaméralisme : seule la Chambre sera en mesure de donner ou de refuser la confiance au gouvernement. Elle sera également la seule à être élue au suffrage universel direct.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, Paolo Gentiloni, l'actuel chef de gouvernement, proche de Matteo Renzi et membre du parti démocrate, peut gouverner sans la droite néofasciste, la gauche extrémiste ou encore le mouvement 5 étoiles.

Le parti démocrate incarne une vision nouvelle et réformatrice de l'Europe et aspire à apporter des réponses concrètes aux défis de notre siècle avec des objectifs bien identifiés : sécurité et défense, gestion partagée de l'immigration, politique étrangère, attention portée à la jeunesse, partage des valeurs, de l'éducation et modernisation structurée par la révolution digitale.

Votre engagement européen est donc de conviction ?

Incontestablement. Je sais par ailleurs combien la relation économique entre l'Italie et la France est fondamentale et contribue à la qualité du tissu social et entrepreneurial entre nos deux pays. Pour réussir, les politiques européennes

doivent se fonder sur des projets partagés, notamment industriels.

Après le Brexit, le moteur de l'Europe doit être alimenté par les pays les plus industrialisés, à savoir l'Italie, l'Allemagne et la France, un triptyque indispensable à la relance.

En outre, pour les nouvelles générations, le projet Erasmus a été aussi porteur que structurant car il permet de bâtir une vraie proximité avec d'autres jeunes citoyens européens. Nous envisageons d'ailleurs d'étendre ce dispositif à la formation professionnelle car disposer d'une base professionnelle commune à partir de laquelle prendre de nouveaux engagements pour les PME ne pourra être que profitable.

Quelles sont les grandes différences psychologiques entre un italien et un français telles que vous avez pu les observer ?

Rigidité du point de vue français et flexibilité du point de vue italien... Cette différence, bien identifiée, peut devenir une force car les italiens ont une bonne capacité à s'adapter et les français ont la structure pour encadrer cette flexibilité. Les deux tempéraments sont donc complémentaires. C'est un avantage qui doit être compris

comme tel. Par ailleurs, l'Italie pâtit d'un manque d'estime d'elle-même quand la France en a peut-être trop... Il nous appartient de faire la moyenne. Enfin, la culture du compromis entre nos deux pays est indispensable à une politique qui ne peut se permettre d'être assertive mais doit accompagner les projets et participer à trouver des solutions. De même, l'État doit s'assurer auprès des PME qu'il contribue à fluidifier les relations pour leur permettre de bien se comprendre pour mieux travailler ensemble.

De votre point de vue, qu'est ce qui aujourd'hui fait le plus défaut à l'Italie ?

Incontestablement la stabilité politique. Elle seule permet de s'inscrire dans le temps long et les projets ambitieux. Nous avons aussi des difficultés budgétaires qui nous empêchent de potentialiser nos investissements dans l'éducation, l'information ou encore l'innovation. Ces investissements pourtant stratégiques manquent à l'Italie. J'observe qu'ils sont aussi sur la feuille de route du Président Macron. Sans le réseau digital, il n'y aura pas de développement. Les infrastructures numériques sont donc essentielles. En ce sens, l'Italie déploie un projet



SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE, ROME – ITALIE

pour équiper son territoire de réseaux de télécommunication à même de soutenir le développement et donc les PME.

La crise démographique est aussi un problème en Italie. Elle est corrélée au chômage et à l'absence de services publics pour la petite enfance. Ce sont en effet les personnes âgées qui constituent la majorité des électeurs italiens. Prendre davantage en considération leurs besoins est donc un calcul politique qui rapporte... La mobilité sociale et la méritocratie manquent à notre pays, et les rentiers qui bloquent la croissance et le changement sont la maladie de l'Italie. Matteo Renzi, par sa jeunesse et son talent, a fait beaucoup bouger les lignes et a permis l'avènement d'une classe dirigeante rajeunie et méritante. Autre sujet tendu : l'immigration. Nous avons besoin d'immigrés pour financer nos retraites et disposer d'une force de travail pour asseoir notre développement. Mais l'immigration n'est pas un sujet simple et doit être discutée au niveau européen, sans compter qu'il soulève en corolaire le problème du développement de l'Afrique. Nous ne devons pas la laisser à la Chine mais avoir une stratégie concertée d'investissements et de relation politique. L'Italie et la France peuvent être ici les pivots de cette politique. Enfin, il y a

le problème du financement public. Pour créer les conditions du développement, il doit être concentré. Or l'Italie a fait le choix de ne pas concentrer ses fonds dans un seul secteur. Une erreur que n'a commis ni l'Espagne, qui a concentré ses investissements dans l'agriculture, ni la Pologne qui les a focalisés dans les infrastructures. Il faut ici que l'Italie rectifie le tir. En outre, les investissements privés vont plus volontiers dans le nord de l'Italie, à même d'assurer un retour économique. Mais les entreprises du sud ont également besoin d'initiatives pour s'internationaliser. Nous faisons, notamment sur les projets d'infrastructure (aéroports, réseau digital), un travail avec le fonds de cohésion européen en vue de créer les conditions du développement pour porter des initiatives industrielles. Enfin, le pays a beaucoup investi dans la digitalisation du secteur public, lequel s'est beaucoup amélioré ces dernières années. D'ici deux ans, toutes les relations entre les citoyens, les entreprises et l'État et les régions se feront via internet. Ce sera un changement de paradigme qui, à terme, concernera certainement l'ensemble des pays membres de l'Union européenne. Par ailleurs, les métiers du digital sont une option intéressante pour réduire le chômage des jeunes.

Les jeunes italiens justement, se sentent-ils européens ?

Essentiellement les plus diplômés d'entre eux quand les plus impactés par la crise, les plus fragiles socialement et ceux qui se trouvent au chômage soutiennent plus volontiers les mouvements populistes dont le mouvement 5 étoiles ou la Ligue du Nord de Matteo Salvini.

Pour les prendre en considération, notre projet européen doit leur fournir des réponses concrètes sur : l'éducation, la formation professionnelle, la sécurité, la révolution digitale, les industries européennes par exemple dans le secteur de la défense... Nous ne pouvons plus nous contenter de leur brandir l'idée européenne. Il faut désormais la construire. Le péril étant qu'à terme, dans certaines régions laissées en marge du développement, seule la criminalité donne des perspectives aux jeunes. Pour ma génération, l'Europe était l'arme la plus forte à la fois contre la guerre et pour la prospérité. Et nous avons eu les deux ! Aujourd'hui, les jeunes ne bénéficient plus de la prospérité. Des périls, notamment populistes, sont face à nous, la paix est partout fragile, y compris en Afrique, autre grand défi pour l'Europe... Nous devons donc créer une Europe du XXI^e siècle

qui ne se contente pas de gérer les contraintes budgétaires mais accompagne et soutient concrètement les États dans leurs politiques sociales, éducatives d'investissement... sinon nous courrons à l'échec. Les 3 États qui sont le moteur européen doivent être ici très volontaristes.

L'Italie a-t-elle le sentiment de compter en Europe, et plus largement dans le monde ?

Nous ne percevons hélas pas ce que les autres voient de l'Italie : sa créativité, son dynamisme, sa beauté, sa culture, ses entreprises, sa croissance, son rôle en Europe, en Afrique... L'Italie est un pays qui a connu ces dernières années une très forte reprise industrielle et un maintien de ses exports. Tout ceci ne vient pas par hasard. Cela étant, il est vrai qu'il y a des secteurs qui fonctionnent mal, sans compter que le pays n'est pas parvenu à se qualifier pour la prochaine coupe du monde de football ! Cela a été un rude coup et le Mondial va beaucoup manquer aux italiens à plus d'un titre. En effet, il apporte sa part au PIB et accroît le sentiment d'appartenance nationale, plus faible chez nous qu'en France où l'idée de Nation est plus ancienne et plus structurée. Nous souffrons aussi des divisions qu'ont connu nos régions ce qui n'a pas permis au tissu national de toujours bien se constituer. Nous devons donc construire notre unité dans l'Europe et apprendre à réarticuler notre souveraineté nationale dont nous avons transféré beaucoup de pouvoir à l'Europe. Ce qui se passe en Catalogne est à ce titre assez intéressant. Les indépendantistes veulent quitter l'Espagne mais pas l'Europe. De même que l'Italie du Nord aimerait parfois se débarrasser du sud, perçu comme un fardeau, mais pas sortir de l'Europe. La Grande Bretagne va nous aider à comprendre ce que veut dire ne plus être dans l'Europe. Elle doit devenir un terrain d'observation susceptible de permettre aux futures politiques européennes d'être plus en phase avec les besoins, et à ses dirigeants de porter une vraie vision.

■ *Propos recueillis par Nathalie Zimra*